



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens Janvier 2020

Sommaire

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 808 684,50 \$

Date d'octroi du contrat : 27 juin 2019

Date de livraison : 7 février 2020

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et faciles à comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en personne organisés entre le 8 et le 23 janvier 2020 dans six villes du pays, en Nouvelle-Écosse, au Québec, en

Ontario, au Manitoba, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-dessous.

En ce qui concerne les objectifs propres à ce cycle de groupes de discussion, la recherche a permis d'analyser la notoriété et les perceptions entourant une large gamme d'enjeux, souvent examinés en profondeur. Elle s'est notamment intéressée aux récents reportages sur le gouvernement du Canada dans les médias ainsi qu'à de nouvelles initiatives ou annonces fédérales dans le domaine de l'environnement, par exemple la tarification fédérale de la pollution, l'objectif « zéro émission nette » et les solutions fondées sur la nature pour combattre les changements climatiques. La recherche a également porté sur des questions d'intérêt local dans trois villes de l'Est ou du Centre du pays, en vue de dégager des problèmes précis sur le plan des infrastructures et de l'économie, ainsi que sur des enjeux et des activités propres à l'Ouest, tels que la désaffectation de l'Ouest et le prolongement du réseau Trans Mountain, dans trois villes de cette région.

Les participants se sont également prêtés à une série d'exercices qui ont varié selon l'emplacement et le thème abordé. Les participants de tous les groupes ont fait un exercice visant à cerner leurs noms préférés pour le programme de tarification du carbone du gouvernement fédéral. Dans les trois villes de l'Est et du Centre, ils ont dû indiquer les grandes priorités auxquelles le gouvernement du Canada devrait s'atteler. Dans les trois villes de l'Ouest, les participants ont été invités à trouver quelques mots qui leur semblaient bien décrire les relations entre le gouvernement du Canada et leur province. Les réponses entendues dans le cadre de ces exercices ont été dûment notées et enregistrées, tout comme les discussions plus approfondies qui ont suivi.

Il convient de souligner que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Résidents canadiens de 18 ans et plus
- Les groupes ont été divisés selon le sexe.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion en personne dans six villes canadiennes
- Deux groupes ont été mis sur pied à chaque endroit, soit : à Windsor, en Ontario (le 8 janvier); à Trois-Rivières, au Québec (le 9 janvier); à Sydney, en Nouvelle-Écosse (le 14 janvier); à Abbotsford,

en Colombie-Britannique (le 20 janvier); à Edmonton, en Alberta (le 22 janvier); et à Winnipeg, au Manitoba (le 23 janvier).

- Les discussions des groupes de Trois-Rivières se sont déroulées en français alors que toutes les autres ont eu lieu en anglais.
- En tout, dix participants ont été recrutés pour chaque groupe, afin de pouvoir compter sur la présence d'au moins huit personnes.
- Chaque participant a perçu des honoraires de 90 \$ pour son temps.
- Dans l'ensemble des villes, 106 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Windsor	1	Anglais	8 janv. 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	9
	2			19 h 30-21 h 30	Hommes	8
Trois-Rivières	3	Français	9 janv. 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	8
	4			19 h 30-21 h 30	Hommes	10
Sydney	5	Anglais	14 janv. 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	10
	6			19 h 30-21 h 30	Hommes	10
Abbotsford	7	Anglais	20 janv. 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	5
	8			19 h 30-21 h 30	Hommes	9
Edmonton	9	Anglais	22 janv. 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	10
	10			19 h 30-21 h 30	Hommes	10
Winnipeg	11	Anglais	23 janv. 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	7
	12			19 h 30-21 h 30	Hommes	10
Nombre total de participants						106

Principales constatations

Les pages qui suivent résument les principales constatations associées à chacun des thèmes abordés durant le cycle de groupes de discussion menés en janvier 2020. Sauf indication contraire, les thèmes ont été traités dans tous les groupes.

Nouvelles du gouvernement du Canada

Dans l'ensemble, les participants avaient peu entendu parler du gouvernement du Canada aux nouvelles, hormis dans le contexte de l'écrasement tragique de l'avion d'Ukraine International en partance de Téhéran. La plupart des gens étaient au courant de l'événement et de la réponse du gouvernement fédéral. Et bon nombre suivaient l'affaire et en connaissaient les nouveaux éléments.

Les pipelines ont été un autre sujet d'actualité couramment évoqué, surtout en lien avec l'Alberta, l'Ouest et la désaffectation de l'Ouest, avec quelques allusions précises au prolongement du réseau Trans Mountain et au « Wexit ». La légalisation du cannabis et le vapotage ont reçu des mentions dans divers groupes, et certains participants ont noté que SNC Lavalin « faisait encore les manchettes ».

Écrasement aérien en Iran (toutes les villes sauf Windsor)

Les perceptions à l'égard des mesures prises par le gouvernement fédéral à ce jour, en particulier l'aide offerte aux familles des victimes canadiennes, étaient en grande partie positives. La visibilité du premier ministre, ses communications personnelles ainsi que la compensation annoncée de 25 000 \$, ont été notées avec satisfaction dans les groupes et étaient connues de la plupart des participants, qui jugeaient ces mesures à la fois appropriées et humaines.

De l'avis de la plupart des gens, le gouvernement avait réussi à livrer une réponse ferme mais réfléchie à l'Iran, tout en esquivant les tensions croissantes entre ce pays et les États-Unis, ce qu'ils considéraient comme une sage décision. Certains participants de l'Ouest craignaient cependant que les relations canado-américaines ne pâtissent des commentaires du premier ministre sur le rôle que l'escalade des tensions dans la région avait joué dans la tragédie.

Un certain nombre de participants souhaitaient que le gouvernement du Canada poursuive ou intensifie ses efforts pour faire assumer sa responsabilité à l'Iran. Certains ont suggéré d'imposer des sanctions ou un embargo, d'inscrire les organisations impliquées sur une liste de terroristes ou de rompre les liens diplomatiques avec le pays. Beaucoup de gens estimaient que le gouvernement iranien devrait rembourser au Canada et aux familles des victimes canadiennes les coûts engagés. Quelques hommes du groupe d'Edmonton ont réclamé une réponse plus musclée et plus conforme aux positions américaines, mais cette opinion était relativement isolée. La majorité des gens étaient d'avis que le Canada ne devrait pas se mêler à ce conflit.

Priorités du gouvernement du Canada (Sydney, Trois-Rivières, Windsor)

Priorités mentionnées spontanément

Peu de gens avaient entendu parler du discours du Trône prononcé au début du mois de décembre. Interrogés sur les priorités actuelles du gouvernement fédéral, les participants ont communément cité les changements climatiques et l'environnement, en mentionnant au passage la « taxe sur le carbone ». L'immigration, la réduction des impôts de la classe moyenne, le logement abordable, le sans-abrisme, les emplois et l'économie ont également fait partie des priorités relevées.

En ce qui concerne les priorités gouvernementales souhaitées par les participants, les emplois et l'économie ont dominé les mentions, suivis des soins de santé et des services de santé mentale. À Sydney et à Trois-Rivières, l'environnement et les changements climatiques ont été évoqués, tout comme les enjeux touchant les aînés. À Windsor, les participants s'inquiétaient du manque de logements abordables sur le marché immobilier local et ont demandé un plus grand soutien à l'accès à la propriété et des restrictions sur les achats étrangers.

Priorités choisies à partir d'une liste (exercice)

Les participants de chaque groupe se sont vu remettre une liste de dix priorités tirées du discours du Trône sur laquelle ils devaient choisir les trois plus importantes à leurs yeux.

La compilation des choix a fait ressortir à titre de priorité numéro un l'objectif de *s'assurer que chaque Canadienne et chaque Canadien a accès à un médecin de famille*. En guise d'explication, les participants ont partagé leurs expériences personnelles ou celles d'autrui face à la pénurie de médecins, au manque de suivi dans les soins, au temps d'attente et aux cliniques et salles d'urgence bondées. Beaucoup ont attribué à cette priorité une importance fondamentale — pour eux-mêmes et leurs familles, et pour les Canadiens et leur système de santé.

La priorité de *réduire les impôts de la classe moyenne* est également arrivée en tête de classement. À Trois-Rivières et à Sydney, elle a été retenue dans la même proportion que l'accès universel à un médecin de famille. Les participants ont été nombreux à faire état de leur frustration et de leurs difficultés financières, mises sur le compte d'impôts excessifs. Certains ont signalé le déséquilibre du système fiscal actuel, qui fait en sorte que les Canadiens moyens comme eux sont coincés financièrement ou pénalisés parce qu'ils travaillent fort. Certains ont dit qu'ils n'arrivaient pas à améliorer leur situation, voire qu'elle empirait, à cause du fardeau fiscal.

À Windsor, l'augmentation du salaire minimum fédéral a été choisie par plus de participants que la réduction des impôts. Dans l'ensemble des villes, l'établissement d'un régime national d'assurance-médicaments a également fait figure de priorité assez élevée. Les priorités environnementales et l'eau potable dans les réserves se sont classées vers le milieu de la liste, et la tarification nationale de la pollution, un peu plus bas. Un grand nombre de participants étaient contre l'interdiction des fusils automatiques. Peu y ont attaché une grande importance, de sorte que cette priorité a fini au bas du classement avec la réduction du coût des factures de téléphone cellulaire, laquelle, aux dires de la plupart, débordait du champ de compétence du gouvernement et était d'une importance secondaire.

La majorité des participants estimaient peu probable que le gouvernement du Canada s'acquitte de toutes ces priorités. La liste leur paraissait longue et ambitieuse, et nombre de ses éléments leur semblaient difficiles à mettre en œuvre. Ils considéraient en particulier l'amélioration de l'accès aux médecins de famille comme un objectif difficile à atteindre en si peu de temps, compte tenu du caractère complexe et persistant du problème. Parmi les autres grandes priorités retenues, l'établissement d'un régime national d'assurance-médicaments passait également pour un défi de taille, à la fois coûteux et complexe à réaliser. Inversement, la réduction des impôts et l'augmentation du salaire minimum fédéral ont paru simples d'exécution, mais non exemptes de coûts — pour le

gouvernement dans le cas de la première, et pour les entreprises et l'économie dans le cas de la seconde.

Enjeux locaux (Sydney, Trois-Rivières, Windsor)

Les participants ont recensé une série d'enjeux dans leurs collectivités respectives, le plus souvent liés à l'économie locale et à l'emploi. Le manque d'accès aux soins de santé mentale et aux services de soutien pour les populations vulnérables a également fait partie des motifs de préoccupation courants.

Dans toutes les villes, les besoins en matière d'infrastructures ont eu tendance à se concentrer sur le transport, par exemple les routes, les autoroutes et les ponts, les installations portuaires et le transport en commun. L'attention a porté tantôt sur les travaux d'entretien ou de réfection qu'exigeaient ces infrastructures, tantôt sur les travaux visant l'augmentation de leur capacité ou leur expansion.

À Windsor et à Sydney, les difficultés économiques étaient très présentes à l'esprit des participants, qui les ont imputées aux changements industriels, aux fermetures d'entreprises et aux pertes d'emplois, ainsi qu'aux petits salaires et au coût croissant du logement. De l'avis général, les problèmes de toxicomanie et de santé mentale étaient en hausse dans les deux villes, et les participants de Windsor ont également signalé une montée de la criminalité et de la violence.

À Trois-Rivières, l'état des soins de santé était une source d'inquiétude dans le groupe des femmes, tout comme les perspectives d'emploi des groupes marginalisés, alors que les hommes ont attaché plus d'importance à la diversification et à la croissance de l'économie locale ainsi qu'aux mesures d'aide aux entreprises. Certaines questions environnementales, par exemple la qualité de l'air et la pollution du Saint-Laurent, ont aussi été soulevées à titre d'enjeux locaux.

Peu de gens ont pu citer de récents investissements fédéraux dans leur ville ou décrire les répercussions locales (positives ou négatives) de politiques ou de programmes fédéraux. Parmi les rares exemples fournis, quelques participants de Sydney se sont rappelés des investissements du gouvernement fédéral dans les infrastructures locales, et quelques autres de Trois-Rivières ont noté que la hausse de l'immigration avait enrichi le bassin de main-d'œuvre qualifiée. Tant à Sydney qu'à Windsor, cependant, des voix se sont élevées pour dire que leur ville était oubliée ou négligée du gouvernement au profit des plus grands centres.

Désaffection de l'Ouest (Winnipeg, Edmonton, Abbotsford)

Exercice

Invités à décrire les relations entre le gouvernement du Canada et leur province, de nombreux participants des groupes de discussion tenus dans l'Ouest canadien ont dit que leur province était oubliée, négligée ou n'était pas appréciée à sa juste valeur, surtout par rapport à l'Ontario et au Québec. Selon eux, cette dynamique est attribuable à la concentration de la population et des votes dans le centre du Canada.

À Abbotsford, beaucoup de participants étaient d'avis que leur province fait l'objet d'un traitement injuste de la part du gouvernement du Canada et qu'elle mérite plus de reconnaissance et d'attention. À Edmonton, les opinions négatives étaient plus viscérales et tranchées. Certains avaient l'impression qu'on les déteste et se sentaient isolés, étaient en colère ou estimaient qu'on leur mentait à propos du gouvernement du Canada. Ils ont manifesté du ressentiment envers le gouvernement fédéral (et le reste du Canada), car ils avaient le sentiment que les paiements de péréquation favorisaient les autres provinces au détriment de l'Alberta. Selon eux, le gouvernement canadien (et le reste du Canada) faisaient preuve de mépris envers l'industrie pétrolière et gazière et s'y opposaient largement, ce qui nuisait à l'économie de la province.

À Winnipeg, les descriptions de la relation entre le Manitoba et le gouvernement fédéral étaient plus diversifiées et dans l'ensemble, généralement positives. Certains ont fait état de relations tendues concernant la question de la « taxe sur le carbone » ou avaient l'impression que leur province était négligée au profit de celles plus riches, dont l'Alberta et la Colombie-Britannique. D'autres dressaient toutefois un portrait plus favorable de la relation et quelques participants trouvaient en revanche que le Manitoba fait l'objet d'un traitement injuste par le gouvernement fédéral.

Interrogés au sujet de ce que le gouvernement du Canada pouvait faire pour démontrer qu'il est à l'écoute des préoccupations des provinces de l'Ouest, les participants d'Abbotsford et d'Edmonton ont formulé des suggestions similaires. La mise en valeur des contributions de l'Ouest ainsi que la reconnaissance de l'importance particulière des industries et des projets de pipelines à l'échelle nationale et des efforts que font les industries de la région pour assurer une bonne gestion de l'environnement faisaient partie de ces suggestions. Une plus grande écoute et de meilleures communications figuraient aussi dans les suggestions et certains participants souhaitent que des changements soient apportés au processus électoral, notamment au moment du dévoilement des résultats, pour que les électeurs de l'Ouest puissent avoir l'impression que leur vote compte. À Edmonton, les participants souhaitaient une plus grande compréhension des craintes ressenties par les gens de l'Alberta au sujet de leurs moyens de subsistance et plus d'aide en matière de reconversion professionnelle et d'acquisition de nouvelles compétences. En revanche, à Winnipeg, les participants ont formulé seulement quelques suggestions, comme de l'aide relative au coût de la vie et des efforts supplémentaires pour soutenir les collectivités autochtones.

Enjeux et priorités dans l'Ouest

Les groupes de l'Ouest se sont aussi penchés sur un ensemble d'enjeux touchant cette partie du Canada, dont le prolongement du réseau Trans Mountain, les projets de loi C-69 et C-48, les paiements de péréquation et le boycottage du canola canadien par la Chine.

Prolongement du réseau Trans Mountain

La majorité des participants étaient au courant de la controverse, de l'opposition et des retards entourant la construction du réseau Trans Mountain. À Abbotsford et à Winnipeg, peu de participants savaient exactement à quelle étape le projet était rendu, tandis qu'à Edmonton, la plupart savaient que le projet avait été approuvé et beaucoup pensaient que les travaux avaient déjà commencé.

Parmi les participants peu familiers avec l'état d'avancement du projet ou qui croyaient qu'il avait débuté, il y en avait peu qui pensaient que la construction du réseau Trans Mountain serait achevée dans les délais prévus. De nombreux participants ont mentionné que le projet accusait déjà du retard et qu'il risquait d'y avoir d'autres obstacles et retards. Certains remettaient en doute l'engagement du gouvernement fédéral à l'égard de ce projet. Beaucoup étaient d'avis que les projets de cette envergure sont rarement achevés à temps, même s'ils ne font pas l'objet de controverse et d'opposition comme les projets de pipelines.

Projets de loi C-69 et C-48

Les participants avaient peu entendu parler de ces deux projets de loi récemment adoptés par le gouvernement fédéral dont l'un renforce les exigences en matière d'évaluation environnementale et de consultation des collectivités locales avant la construction de projets d'infrastructure à grande échelle et l'autre empêche les pétroliers de transporter de grandes quantités de pétrole à destination et en provenance de la côte nord de la Colombie-Britannique. On a fourni aux participants une description sur chaque projet de loi, y compris un aperçu des préoccupations d'ordre pratique ou économique entourant leur mise en œuvre. Les participants ont ensuite été invités à donner leurs points de vue au sujet des projets de loi.

Dans l'ensemble, les opinions étaient partagées. La plupart des participants à Edmonton et certains à Abbotsford se méfiaient de ces projets de loi ou s'y opposaient carrément, jugeant qu'ils auraient des effets négatifs sur l'économie et les emplois. D'autres à Abbotsford et bon nombre de participants à Winnipeg y ont vu de façon générale une bonne idée, mais avaient des questions et des préoccupations sur le risque d'effets négatifs imprévus.

Paiements de péréquation

La plupart des participants connaissaient au moins un peu la notion de « paiements de péréquation », si ce n'est précisément, mais très peu ont été en mesure de décrire le fonctionnement du système de péréquation en détail ou avec confiance ou exactitude. Les explications fournies s'articulaient surtout autour de l'idée que les sommes que les provinces transfèrent au gouvernement fédéral leur sont ensuite redistribuées en employant une formule que certains jugent dépassée et qui doit être revue. Dans l'Ouest, en particulier, les participants avaient le sentiment qu'avec le système en place, l'Alberta a toujours « trop payé » et que c'est encore le cas aujourd'hui, tandis que le Québec « ne paie pas assez » et fait depuis toujours partie des provinces qui reçoivent, malgré l'évolution de l'activité économique et de la conjoncture dans les provinces, notamment un ralentissement en Alberta.

Une majorité de participants ne savaient pas trop si cela est exact et si le système devait être modifié en conséquence, mais ils étaient nombreux à penser qu'un examen s'impose pour s'assurer que le système est juste. Toutefois, certains à Abbotsford et à Edmonton croyaient fermement qu'il est injuste et doit être modifié. Cependant, en raison du manque de connaissances des participants sur le fonctionnement du système, aucune suggestion concrète n'a été mise de l'avant sur les améliorations qui devraient y être apportées.

Boycottage de l'industrie du canola canadien par la Chine

Les participants n'étaient guère au courant de cet enjeu, sauf ceux de Winnipeg, et la plupart n'en connaissaient pas les détails, si ce n'est qu'il fait partie d'un différend commercial et diplomatique plus large entre le Canada et la Chine, lié à l'assignation à résidence d'une dirigeante chinoise.

On a fourni aux participants quelques éclaircissements, avant de leur demander ce qu'ils pensaient de l'approche adoptée par le gouvernement fédéral pour régler cet enjeu. Ils ont été invités à examiner trois possibilités de réponse de la part du gouvernement : accorder des concessions, imposer ses propres sanctions ou continuer à soutenir financièrement les agriculteurs tout en essayant de négocier une solution avec la Chine. La plupart ont opté pour la négociation, qui était à leur avis l'approche la plus raisonnable, la plus constructive et la plus « canadienne » pour régler ce problème. De l'avis général, une approche reposant sur les représailles ou les concessions serait contre-productive.

Priorité fédérale absolue pour l'Ouest du Canada

On a demandé aux participants de choisir, parmi les différents enjeux qui ont été abordés, celui qui, à leur avis, devrait être une priorité absolue pour le gouvernement du Canada.

À Edmonton et chez certains participants à Abbotsford, qui accordaient systématiquement la priorité aux préoccupations économiques, il a été convenu presque à l'unanimité que la construction du réseau Trans Mountain devrait constituer une priorité absolue pour le gouvernement fédéral, étant donné l'importance du projet pour l'économie et la création d'emplois. Plusieurs pensaient aussi que le projet de loi C-69 est important et jouait un rôle de premier plan pour la mise en œuvre de ce projet. Beaucoup de participants à Winnipeg, et certains à Abbotsford dont les préoccupations environnementales étaient plus élevées, pensaient qu'il serait préférable de résoudre le boycottage du canola par la Chine au moyen de négociations. Quelques participants à Winnipeg estimaient que la priorité devrait être accordée au prolongement du réseau Trans Mountain ou aux paiements de péréquation.

Tarifification du carbone

Connaissance des nouvelles environnementales

La plupart des participants étaient peu au courant de l'actualité et des nouvelles concernant l'environnement. De nature générale, leurs mentions les plus fréquentes ont porté sur les changements climatiques, les phénomènes météorologiques qui en découlent, ou le militantisme. La plupart des groupes ont évoqué une « taxe sur le carbone », en signalant la polémique suscitée par l'initiative. Les pipelines ont aussi été mentionnés à maintes reprises, et du même souffle les émissions de gaz à effet de serre (GES), l'opposition, et l'Alberta. Il a aussi été question des feux en Australie dans la plupart des groupes, et quelques participants ont fait allusion au projet d'interdiction des plastiques à usage unique.

Les nouvelles environnementales récentes liées au gouvernement du Canada étaient encore moins connues des participants. Les pipelines, la « taxe sur le carbone » et les efforts déployés par le

gouvernement fédéral pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ont été cités, principalement sous l'angle des contestations et de la controverse. Quelques participants ont à nouveau fait référence au projet d'interdiction des plastiques à usage unique dans ce contexte, et d'autres ont parlé de l'envoi de pompiers canadiens en renfort en Australie.

Prix sur la pollution

On a demandé aux participants de tous les groupes s'ils avaient entendu parler de l'introduction par le gouvernement du Canada d'un « prix national sur la pollution ». L'expression leur étant peu familière, la question a recueilli un faible taux de reconnaissance et de réponse. Après s'être fait expliquer que le « prix national sur la pollution » correspondait au terme plus courant de « taxe sur le carbone », la plupart des gens ont affirmé savoir de quoi il s'agissait.

L'initiative a le plus souvent été associée à la controverse et à l'opposition de certains gouvernements provinciaux, à des coûts accrus pour les entreprises et les consommateurs ainsi qu'à des frais supplémentaires à la pompe. Les participants comprenaient généralement que la politique vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, et certains savaient qu'elle prévoit l'imposition de redevances aux entreprises. Cependant, la plupart comprenaient mal le fonctionnement de la tarification, notamment comment elle est perçue et ce qu'il advient des recettes. Certains trouvaient que le gouvernement n'avait pas fourni au public d'explications adéquates à ce sujet.

Les attitudes à l'égard de la politique ont été contrastées. Certains participants étaient contre, y voyant une « ponction fiscale » ou une mesure préjudiciable pour l'économie et le coût de la vie. D'autres y étaient plus favorables et croyaient qu'il s'agissait d'un bon « premier pas » en vue du contrôle des émissions. Enfin, beaucoup étaient ambivalents, à la fois inquiets des répercussions éventuelles sur les coûts et l'économie, perplexes sur les détails et insuffisamment informés pour porter un jugement.

Pour plus de clarté, on a fourni aux participants des renseignements généraux sur cette politique fédérale, qui précisaient notamment les lieux où elle s'applique et pourquoi, l'affectation des recettes et la façon dont elles sont perçues. Dans bien des cas, la description n'a pas suffi à éclairer la compréhension, mais a plutôt entraîné de nouvelles questions. Le plus couramment, les participants voulaient savoir où s'informer davantage, pourquoi les recettes perçues étaient versées sous forme de remises au lieu de soutenir les efforts de réduction des émissions, et comment l'on procéderait pour évaluer, surveiller et communiquer les résultats de l'initiative au public. Beaucoup ont admis être embrouillés. Quelques participants ont réitéré leur opposition à cette politique, en particulier à la mise en œuvre du système fédéral de tarification dans les provinces ne respectant pas la norme fédérale, mesure qui leur paraissait injustifiée ou contre-productive.

Exercice de dénomination

En tenant compte de la description fournie, les participants ont eu à considérer une liste de noms ou de phrases qui pourraient servir à décrire la politique. Ils devaient choisir les deux énoncés qu'ils préféreraient et noter ceux qu'ils n'aimaient pas, le cas échéant :

- Mettre un prix sur la pollution

- Taxe sur le carbone
- Tarification du carbone
- Taxer la pollution
- Taxer les grands pollueurs
- Pénaliser ceux qui polluent davantage
- Augmenter les taxes sur les entreprises émettrices de grandes quantités de carbone

Premiers choix

De manière générale, les participants ont nettement préféré les deux formules déjà en usage soit : la « taxe sur le carbone » et « mettre un prix sur la pollution ». Ils ont été presque aussi nombreux à ne pas aimer ces choix qu'à les aimer, mais presque tous les éléments de la liste ont recueilli des votes défavorables dans des proportions égales ou supérieures aux votes favorables.

Il a largement semblé aux participants que « mettre un prix sur la pollution » était plus facile à comprendre, à adopter et à appuyer que la « taxe sur le carbone », et que ce nom donnait une meilleure description de la politique. Beaucoup ont tout simplement trouvé qu'il « sonnait mieux ». Certains ont aimé l'idée qu'un « prix sur la pollution » puisse englober diverses formes de pollution, alors que d'autres ont rejeté l'expression pour la même raison, craignant que ce flou ne sème la confusion. Certains participants à qui la phrase déplaisait étaient réfractaires à la politique et ont considéré la formulation « prix sur la pollution » comme une tentative de gagner l'opinion à une initiative qu'ils jugeaient impopulaire.

La plupart des participants qui avaient opté pour la « taxe sur le carbone » ont invoqué le caractère déjà bien établi et familier de l'expression. Beaucoup croyaient qu'essayer de la changer ne ferait qu'ajouter à la confusion. Ils aimaient, par ailleurs, sa concision et sa simplicité. D'autres ont trouvé qu'elle était la plus exacte, en ce sens qu'elle évite de recourir à des euphémismes. À noter que ces personnes avaient tendance à être contre la politique. Du côté des participants qui n'aimaient pas l'expression, ce sont surtout les connotations péjoratives du mot « taxe » qui ont déplu et, dans certains cas, sa description inexacte de la politique. D'autres n'aimaient pas non plus le terme « carbone », qui leur paraissait vague et abstrait ou qu'ils associaient au « jargon gouvernemental ».

Autres formules

En comparaison des choix qui précèdent, peu de participants ont retenu les expressions « tarification du carbone » ou « taxer la pollution » à titre de premiers choix, mais un nombre comparable les ont incluses dans leurs deux premiers choix. Les participants ont eu tendance à aimer ces noms pour leur brièveté et leur simplicité. Parmi ceux qui préféraient la « tarification du carbone », bon nombre estimaient qu'il s'agit de la description la plus précise de la politique, car elle met l'accent sur le carbone plutôt que sur la pollution, et sur la tarification plutôt qu'une taxe. D'après certains, l'expression reflète la nature discrétionnaire d'un coût qu'il sera possible de réduire en diminuant les émissions.

Les autres phrases et noms testés ont recueilli un nombre sensiblement plus important de votes défavorables que favorables. Bien que certains participants aient vu d'un bon œil l'attention portée aux grands pollueurs et aux entreprises en tant que justes cibles de la politique fédérale, beaucoup d'autres ont trouvé cette approche problématique. Selon certains, elle envoyait un mauvais message au public en donnant l'impression que la réduction des émissions n'incombe qu'à certains acteurs. Bon nombre de participants trouvaient également qu'en jetant le blâme sur les entreprises et les grands pollueurs, ces autres phrases étaient « anti-sociétés » et indûment négatives.

Perceptions à l'égard des objectifs et des résultats de la politique

À la suite de l'exercice sur les noms, les participants ont été invités à indiquer quel devrait être le principal objectif d'une stratégie qui met un prix sur la pollution. La question a donné lieu à un large éventail de réponses. Sur le fond, beaucoup ont dit qu'il devrait s'agir de réduire les émissions et de combattre les changements climatiques. Les participants étaient d'avis que l'objectif devrait être de modifier les comportements et d'amener tout le monde à faire sa part, ce qui impliquait la sensibilisation du public, l'adoption de normes, la responsabilisation des entreprises, le développement de nouvelles technologies et sources d'énergie vertes, et la transition de l'économie.

Lorsqu'on leur a demandé explicitement si cette politique leur semblait susceptible de réduire les émissions globales de carbone au Canada, les participants ont eu des réponses variées. Certains avaient bon espoir que oui, tout en reconnaissant que ce serait un défi et que cela exigerait de profonds changements de comportement, de grands progrès technologiques et des ressources financières considérables. D'autres étaient plus sceptiques, essentiellement pour les mêmes raisons, et pensaient que le soutien du public, la technologie et la volonté des entreprises étaient actuellement inadéquats. D'autres encore hésitaient à se prononcer, étant peu renseignés sur la question, ou voulaient avoir plus de preuves quant à la faisabilité du plan du gouvernement. Quelques participants étaient persuadés que la politique échouerait et l'ont décrite comme une taxe déguisée qui nuirait à l'économie et ferait augmenter les prix pour les consommateurs. D'autres estimaient au contraire que la politique n'était pas assez musclée et qu'une tarification plus élevée était nécessaire pour obtenir les réductions d'émissions voulues. Enfin, certains ont considéré qu'elle représentait un bon début et permettrait peut-être de stabiliser les émissions.

La plupart des participants étaient d'accord pour dire que le public manque d'information sur cette initiative et a besoin de conseils, d'outils et d'aide pour effectuer les changements de comportement nécessaires à une réduction globale des émissions. La plupart ont également convenu qu'il faut surveiller et encadrer l'industrie afin qu'elle agisse.

Niveau zéro émission nette

Très peu de participants avaient entendu parler de l'engagement du gouvernement fédéral à atteindre un objectif d'émissions nettes nulles d'ici 2050. La plupart ne connaissaient pas le concept « niveau zéro émission nette », et bon nombre présumaient que cela signifie aucune émission. Seuls quelques-uns comprenaient que le terme « zéro émission nette » signifie que les émissions totales sont compensées ou réduites par des mesures de manière à être nulles.

Des renseignements généraux ont été fournis aux participants à propos de l'objectif d'émissions de carbone nettes nulles, y compris sur les diverses initiatives susceptibles de réduire ou compenser les émissions de carbone. Lorsqu'on a demandé aux participants si le délai de 30 ans fixé pour réaliser cet objectif d'émissions de carbone nettes nulles était raisonnable, voire possible à atteindre, les avis étaient partagés.

Les sceptiques ont mentionné toutes sortes d'obstacles : les débats incessants et les divergences politiques, la résistance de la population et de l'industrie, les lacunes technologiques, des outils et soutiens publics insuffisants, les coûts économiques et les compromis importants et notre dépendance actuelle au pétrole et au gaz. La plupart estimaient qu'il s'agit d'un énorme défi. De nombreux autres hésitaient, pour des raisons similaires, mais pensaient tout de même que ce serait possible si tout le monde y mettait du sien. Certains étaient plus optimistes. Selon eux, les changements de comportement et d'attitude nécessaires avaient commencé et contribué à des progrès et de nouvelles possibilités qui aideront à transformer l'économie et à réduire les émissions. Certains étaient enthousiastes à l'idée d'un effort collectif en vue de l'atteinte d'une « cible ambitieuse » synonyme de progrès pour l'humanité.

Peu importe leur opinion sur la possibilité pour le Canada d'atteindre la cible de zéro émission nette d'ici 2050, la plupart estimaient que cette initiative était nécessaire. Bon nombre des participants aimaient l'idée de « niveau zéro émission nette » et trouvaient cet objectif plus pratique et atteignable que le simple fait de réduire les émissions et de tenter d'atteindre les cibles sans l'application de mesures de compensation.

Invités à dire si la réduction des émissions de carbone devait avoir la priorité sur la croissance de l'économie, peu étaient de cet avis. De nombreux participants jugeaient que la population canadienne peut et doit agir sur ces deux plans. La plupart ont cependant conclu, somme toute, que les Canadiens et Canadiennes ne doivent pas perdre de vue les impératifs économiques. Certains, notamment à Abbotsford et à Edmonton, croyaient fermement qu'il faut soutenir coûte que coûte l'économie.

Perceptions à propos des effets de la transition

Invités à se prononcer à ce sujet, beaucoup de participants se disaient préoccupés par le plan visant à s'éloigner rapidement des sources d'énergie traditionnelles pour se tourner vers des sources d'énergie de remplacement. Dans la plupart des groupes, les participants ont exprimé des inquiétudes au sujet des effets sur l'économie, l'industrie et les emplois, surtout à Edmonton et à Sydney. De nombreux participants estimaient qu'on ne dispose pas de technologies ou de sources d'énergie de remplacement suffisamment développées pour amorcer ce virage. Certains ont soulevé des préoccupations sur le manque de compréhension de l'impact environnemental des sources d'énergie verte ou le fait qu'on n'en tienne pas suffisamment compte. De plus, d'autres craignaient que le public ne dispose pas encore des outils ou du soutien nécessaires pour entreprendre les changements qui s'imposent et qu'il lui faille engager des coûts importants ou voir son mode de vie considérablement perturbé. Certains ont minimisé ces inquiétudes ou les ont rejetées, mais la plupart ont convenu qu'un virage économique rapide nécessite des efforts et des investissements de taille ainsi qu'un soutien considérable de la part du gouvernement pour opérer les changements essentiels.

Quand on leur a demandé s'ils étaient préoccupés par l'impact que l'abandon des combustibles fossiles aurait sur leur vie et leurs collectivités, beaucoup de participants ont répondu par l'affirmative. La plupart craignaient les effets sur les emplois et le coût de la vie, en particulier sur les frais de chauffage et de transport du ménage. Quelques participants avaient peur que la perturbation économique, la hausse des coûts et le chômage aient des effets négatifs généralisés, de sorte que moins d'argent serait disponible globalement pour les infrastructures, les programmes sociaux et les services gouvernementaux. Par ailleurs, à Edmonton, les participants étaient nombreux à penser que les effets sur l'économie et les collectivités albertaines seraient désastreux.

Dans la plupart des groupes, on comptait des participants qui envisageaient ce virage sous un œil plus favorable, convaincus qu'il favoriserait le développement de nouveaux secteurs et entreprises, l'injection de nouvelles sommes en recherche, développement et innovation, la création de nouveaux emplois et la mise au point de nouvelles technologies. De plus, maints participants étaient d'avis que nous n'avons tout simplement plus d'autre choix et qu'il valait mieux payer le prix économique du progrès que les coûts engendrés par notre inaction face à la dégradation de l'environnement et aux effets nuisibles qu'elle a sur l'économie, notre mode de vie et la santé humaine.

Changements de comportement

Interrogés à savoir s'ils seraient personnellement prêts à changer leur comportement pour aider le Canada à atteindre sa cible de zéro émission nette, ils ont été nombreux à répondre par l'affirmative, sans réserve, et quelques-uns ont affirmé qu'ils avaient déjà commencé, dans une certaine mesure. Certains ont mentionné que le bien-être de leurs enfants et petits-enfants ou des générations à venir est un facteur de motivation important. La plupart des autres se sont dits prêts à faire des changements à condition que plus d'outils et de soutien soient offerts par le gouvernement, y compris des incitatifs financiers, des conseils sur les mesures à prendre et des renseignements supplémentaires sur les avantages. Quelques-uns ont indiqué que cela dépendait des changements nécessaires et de la possibilité de les apporter sans sacrifier leur bien-être ni celui de leurs familles. D'autres voulaient en savoir davantage sur le plan du gouvernement et qu'on les convainque que leurs efforts ne seraient pas vains. Enfin, des participants étaient plus réticents à faire personnellement des changements ou s'y opposaient, car ils n'avaient pas confiance en la capacité du gouvernement à atteindre les objectifs qu'il s'est fixés et estimaient que le prix à payer serait trop élevé.

Évaluation

Appelés à se prononcer sur les progrès réalisés en vue de l'atteinte de la cible de zéro émission nette, beaucoup ne savaient pas exactement comment les évaluer. Parmi ceux ayant formulé des idées, bon nombre ont affirmé qu'ils souhaiteraient consulter des données scientifiques publiées par des sources indépendantes. Ils tenaient aussi à ce que le gouvernement pose davantage de gestes, notamment en travaillant avec tous les ordres gouvernementaux à l'élaboration d'un plan, en faisant les investissements nécessaires, en soutenant le public, en mettant des règlements en œuvre et en donnant l'exemple, par la réduction de sa propre empreinte écologique. D'autres estimaient qu'on aurait la preuve que des progrès ont été réalisés dès qu'on serait témoin ou entendrait parler de changements sociétaux profonds ou d'améliorations en matière d'environnement, y compris une

réduction de la pollution, une diminution du nombre de catastrophes, la plantation d'une plus grande quantité d'arbres et la meilleure santé des espèces sauvages et des pêcheries.

Solutions fondées sur la nature

Peu de participants avaient entendu parler des solutions fondées sur la nature dans le contexte de la lutte contre le changement climatique. Après avoir pris connaissance d'une description, la plupart des participants aimaient l'idée et en avaient une compréhension superficielle, mais peu d'entre eux pouvaient pousser plus loin les exemples ou l'explication fournis de façon valable, si ce n'est qu'ils saisissaient le rôle que jouent les arbres dans la réduction des émissions de carbone dans l'air. Seuls quelques-uns comprenaient le rôle des zones humides et de la biodiversité comme solutions qui aident à lutter contre les changements climatiques.

Cela dit, beaucoup d'entre eux convenaient qu'il fallait investir dans les solutions fondées sur la nature dans le cadre d'un plan plus vaste de lutte contre le changement climatique. Toutefois, ils ont été nombreux à émettre une mise en garde à l'effet que ces solutions ne doivent pas être considérées comme des mesures de rechange aux solutions plus fondamentales et plus difficiles à appliquer, par exemple, réduire les émissions et la consommation d'énergie, adopter des sources d'énergie plus propres ou investir dans les nouvelles technologies.

Mine Frontier (Trois-Rivières, Windsor, Edmonton)

La plupart des participants n'avaient pas entendu parler de la mine Frontier auparavant.

On a fourni une brève description de la mine aux participants, puis on leur a demandé si le gouvernement fédéral devait consentir à ce projet, le rejeter ou l'approuver seulement si l'entreprise s'engage à limiter son impact environnemental.

Les avis étaient partagés. Les participants de Trois-Rivières s'opposaient largement au projet, tandis que ceux de Windsor s'en méfiaient, beaucoup se sont montrés indécis et la plupart ont donné leur accord avec réticence, demandant que des engagements et autres garanties soient en place. L'ensemble des participants à Edmonton ont manifesté leur appui à l'égard du projet (cependant, toutes les femmes ont établi des conditions et la plupart des hommes ont affirmé que le gouvernement devait aller de l'avant, quoi qu'il advienne). En général, les participants étaient nombreux à affirmer que le gouvernement devrait approuver le projet. Les avantages économiques et les emplois figuraient parmi les raisons évoquées. Bon nombre croyaient qu'il serait possible de concilier les intérêts économiques et environnementaux, moyennant des efforts et une surveillance appropriés.

Une majorité de participants étaient d'avis que des règlements de sécurité stricts devraient être mis en place et que le gouvernement devrait en surveiller l'application. Les participants se sont dits préoccupés non seulement par les émissions de GES, mais aussi par la sécurité, dans l'ensemble, notamment en ce qui a trait à la contamination de l'eau et des sols. Selon plusieurs, l'entreprise devrait

être tenue d'investir dans des technologies visant à réduire les émissions de GES produites par le projet ou, aux dires de certains, de les compenser, afin d'atteindre un « niveau zéro émission nette ».

Parmi ceux qui se sont dits contre le projet ou indécis, la plupart jugeaient qu'une mine de cette envergure, en raison des émissions qu'elle risque de produire, constituait un pas dans la mauvaise direction, qui ne cadrerait pas avec l'engagement du gouvernement fédéral à réduire les émissions de GES. À Trois-Rivières, certains ont avancé que si c'est une question d'emplois, les gens devraient déménager dans les régions ayant un besoin de main-d'œuvre et qu'il serait préférable d'investir et de créer des emplois dans les secteurs d'activités et technologies durables qui apportent des solutions pour lutter contre la pollution, au lieu d'aggraver le problème.

Après avoir informé les participants que certains experts mettaient en doute le fait que la mine soit en mesure de générer des revenus suffisants pour justifier les coûts de sa construction, l'apport à l'égard du projet s'est effrité, en particulier à Windsor. Par ailleurs, d'autres jugeaient qu'il n'y avait pas matière à préoccupation, en particulier à Edmonton, car selon eux, l'entreprise n'irait pas de l'avant avec le projet s'il n'était pas rentable.

Lorsqu'on leur a demandé s'il est possible pour le gouvernement de réduire les émissions et de protéger l'environnement, d'une part, et d'approuver ce projet, d'autre part, de nombreux participants ont répondu par l'affirmative. La clé, selon eux, est un « juste équilibre ».

Les participants de Trois-Rivières ont fait figure d'exception. Ils souhaitent fortement que le gouvernement n'avalise pas ce projet minier.

Mot-symbole Canada (Sydney, Winnipeg, Abbotsford)

La plupart des participants ont indiqué que les communications du gouvernement du Canada étaient, selon leur expérience, clairement désignées et donc reconnaissables. Beaucoup d'entre eux ont évoqué un « logo » comportant un drapeau. Dès qu'on leur a montré le mot-symbole Canada, tous les participants l'ont reconnu. Certains ont mentionné explicitement la « police de caractère facile à reconnaître », et beaucoup se sont souvenus spontanément du drapeau.

Tous avaient vu le symbole dans un large éventail de communications et de médias. Les participants ont fait mention des panneaux installés devant les immeubles du gouvernement fédéral, les bases militaires et les parcs nationaux, ou dans les bureaux de Service Canada et de Postes Canada ainsi qu'aux frontières et dans les aéroports. Ils ont indiqué avoir vu le symbole dans leur passeport, sur des chèques d'assurance-emploi (AE) et déclarations de revenus et sur le site Web de l'Agence du revenu du Canada (ARC). Certains ont précisé qu'ils l'ont remarqué sur les côtés des véhicules de ministères, comme Service correctionnel du Canada ou Forêts Canada, ainsi que dans les courriels et les lettres.

Invités à préciser ce que le symbole signifie en général, la plupart ont mentionné qu'il représente le Canada et le gouvernement fédéral, en tant qu'institution. Les participants ont utilisé les termes officiels, faisant autorité, digne de confiance et important pour le décrire.

Lorsqu'on leur a demandé de dire ce que le symbole signifie pour eux personnellement, les participants ont formulé une variété de réponses extrêmement positives et émotives. Le mot-symbole suscitait le plus souvent de la fierté et de la gratitude. Il représentait le chez-soi, « mon pays » et un sentiment d'appartenance. Beaucoup de participants l'associaient à une reconnaissance positive à l'étranger et en contexte de voyages. Les participants ont employé des adjectifs comme beau, synonyme de liberté et fort. Certains ont mentionné « le vrai Nord fort et libre » de l'hymne national du Canada. D'autres associaient le symbole à l'argent reçu du gouvernement ou, de façon plus négative, aux sommes dues à l'Agence du revenu du Canada (ARC).

La majorité d'entre eux pensaient que le gouvernement du Canada utilisait ce symbole dans ses communications et échanges d'informations pour indiquer clairement qu'il en est la source et que les communications sont officielles, autorisées et approuvées par lui, en plus d'être dignes de confiance et de faire autorité. Les participants ont convenu que ce symbole devrait figurer dans toutes les communications et tous les moyens d'information officiels du gouvernement du Canada, qu'il s'agisse de documents, de panneaux, de sites Web, de publicité ou des côtés des véhicules.

À la lumière des commentaires, il est clair que les participants faisaient beaucoup confiance à ce mot-symbole et aux communications dans lesquelles il figure. Invités directement à se prononcer sur le sujet, beaucoup de participants se sont dits préoccupés par la fraude et se demandaient s'il est encore possible de faire confiance à l'information aujourd'hui, surtout celle véhiculée en ligne et dans les messages textes et courriels, à l'heure où la technologie numérique facilite la tâche aux fraudeurs. Quelques-uns ont par ailleurs formulé des commentaires négatifs à propos de l'utilisation du symbole du Canada par le gouvernement au pouvoir dans le but de promouvoir des politiques et objectifs partisans, y compris le gouvernement actuel et le gouvernement conservateur sortant, sans fournir toutefois d'exemples précis de telles utilisations. Cela dit, la plupart des participants ont indiqué qu'en revanche, ils faisaient confiance à l'information officielle émanant du gouvernement du Canada lorsqu'elle est accompagnée de ce symbole.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

The Strategic Counsel
Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY
Date de l'octroi du contrat : 27 juin 2019
Valeur du contrat : 808 684,50 \$
